

## LE PLAN PUEBLA-PANAMÁ :

### UN PROGRAMME D'INDUSTRIALISATION ET DE MILITARISATION DU MONDE RURAL

*Le Plan Puebla-Panamá (PPP) est un plan de « développement » mis de l'avant par le gouvernement du Mexique, les institutions financières internationales et les grandes corporations privées. L'aire géographique qu'il recouvre (le Sud du Mexique et l'Amérique centrale) constitue en fait l'ensemble de la zone indigène et paysanne, où prédomine la propriété sociale de la terre, une des plus riches de la planète en termes de biodiversité.*

Ce plan d'affaire pour grandes entreprises s'apparente à un plan de contre-insurrection pour mater la résistance au néolibéralisme. Il est composé de différents volets : mégaprojet de développement des communications routières et ferroviaires (dont un canal interocéanique sec sur l'isthme de Tehuantepec); expansion du système de transport des hydrocarbures et de l'électricité (incluant la privatisation des monopoles d'État dans ces deux secteurs); mise sur pied de zones franches pour usines de montage (*maquiladoras*); exploitation des vastes ressources génétiques par les entreprises biochimiques et pharmaceutiques; extension de l'industrie agro-alimentaire d'exportation au détriment des cultures vivrières; militarisation complète de la zone et des frontières pour contrer le trafic de drogues, le vol de véhicules, l'immigration clandestine et les groupes insurrectionnels armés.

Dans un contexte où les terres indigènes et paysannes se convertissent en objet de la convoitise des grands intérêts économiques, la survivance des peuples indigènes constitue un frein à l'exploitation d'une grande partie des richesses du pays par les intérêts privés et un obstacle à l'entrée du Mexique dans la modernité « mondialisée ». En vue de « libérer » ces terres de leurs encombrants habitants, on démantèle puis privatise les terres collectives, rendant ainsi « disponibles » une masse de paysans sans terre, candidats « spontanés » à l'embauche pour les *maquiladoras*.

D'où la persistance de la guerre de basse intensité menée contre les peuples indigènes, laquelle vise non pas à exterminer physiquement les indigènes – le Mexique est après tout un pays « présentable » – mais à faire disparaître l'identité, la culture et surtout les formes d'organisation propres des peuples autochtones et des paysans, autant d'entraves à la suprématie du secteur privé et perpétuel foyer de résistance, si nuisible à la « bonne gouvernance ».

**L'aspect le plus inique et outrageant du Plan Puebla-Panamá est sa volonté affichée de « centraliser » les paysans et les autochtones dans des pôles de développement où ils seront utilisés comme main-d'œuvre à bon marché. Ainsi, des quinze millions de paysans vivant dans la zone visée par le PPP au Mexique, les autorités projettent qu'il n'en reste plus que 2 millions et que les autres deviennent des travailleurs. On provoque ainsi la « disponibilité » des terres pour les grandes plantations et aussi pour y exploiter sans contraintes les ressources naturelles qui s'y trouvent.**

Pour plus d'information :

**Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine :**

ccdhal@point-net.com (514) 387-2541

**Social justice committee**

sjc@web.ca (514) 933-6797